

## L'AGRICULTURE

**L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Étant donné que les ministres de l'Agriculture de huit provinces, représentant 88 p. 100 du secteur du lait et 81 p. 100 de l'aviculture au Canada, et que la majorité des premiers ministres provinciaux ont signé une déclaration dans laquelle ils appuient la gestion de l'offre et rejettent toute forme de tarification, le premier ministre promettra-t-il à la Chambre d'appuyer la cause des premiers ministres et ministres provinciaux ainsi que des producteurs canadiens de produits laitiers et de volaille, qui veulent conserver les meilleurs systèmes de commercialisation au monde, systèmes qui n'ont jamais été subventionnés et n'ont jamais contribué à accroître les excédents mondiaux?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, c'est ce que nous faisons depuis plus de deux ans.

Nous remercions les premiers ministres provinciaux pour l'appui qu'ils nous ont manifesté récemment, même si nous n'en avons pas besoin. Nous avons toujours été les premiers à réclamer au GATT qu'on clarifie et renforce l'article XI. La position du Canada n'a pas changé.

Le ministre du Commerce, le ministre de l'Agriculture, le ministre d'État chargé de l'Agriculture et moi-même avons rencontré les dirigeants mondiaux pour les inciter à nous appuyer au GATT et ailleurs. Notre position n'a pas changé. Nous appuyons vigoureusement les producteurs canadiens et leur initiative que nous jugeons très importante, non seulement aux niveaux politique et économique, mais également sur le plan social, puisqu'elle a une grande incidence sur leur vie. Nous tenons à défendre leur cause. Je rencontrerai très bientôt les agriculteurs pour aborder cette question.

• (1440)

[Français]

**M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre):** Sur le même sujet, monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État à l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture du Québec a signé une déclaration appuyant la gestion de l'offre comme régime agricole et rejetant la tarification sous toutes ses formes. Est-ce que le ministre d'État à l'Agriculture peut assurer cette Chambre, dès aujourd'hui, qu'il appuie cette déclaration du ministre du Québec et ses producteurs au Québec comme étant, et j'insiste là-dessus, le seul véritable moyen de sauvegarder l'agriculture tel qu'on l'a bâtie durant les 20 dernières années à l'intérieur du GATT?

**L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, je puis assurer mon collègue que lors de la

## Questions orales

rencontre des ministres de l'Agriculture qui s'est tenue jeudi et vendredi derniers ici à Ottawa, on était tous d'accord. Les ministres de toutes les provinces et du fédéral étaient tous d'accord sur la position canadienne. Je dois dire à mon collègue qu'à plusieurs reprises j'ai rencontré moi-même M. Dunkel, j'ai rencontré les délégués en Europe et ici au Canada pour réaffirmer la position canadienne, monsieur le Président.

Nous avons de la difficulté, c'est un fait, on ne l'a pas nié. Mais c'est avec les agriculteurs canadiens que l'on a bâti la position canadienne et c'est avec les agriculteurs canadiens que l'on va continuer à la défendre. Et j'encourage mon collègue, non seulement à appuyer le ministre de l'Agriculture du Québec, mais aussi le ministre de l'Agriculture du Canada qui défend cette position-là, monsieur le Président, parce que c'est ensemble que l'on va arriver à maintenir la position canadienne.

\* \* \*

[Traduction]

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

**L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord):** Monsieur le Président, les membres du Congrès américain ont eu l'occasion d'examiner un document faisant état des progrès réalisés jusqu'à maintenant relativement au texte de l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Le gouvernement donnera-t-il aux députés l'occasion d'examiner ce document en réponse à l'appel lancé par tous les partis il y a plus d'un an? On se souviendra que ceux-ci avaient réclaté des consultations étroites avec le Parlement durant ces négociations entre les États de l'Amérique du Nord.

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, comme mon collègue le sait, je rencontrerai le comité permanent demain pour discuter de l'accord de libre-échange entre les États d'Amérique du Nord.

Je tiens simplement à lui rappeler que, depuis juillet 1991 jusqu'au milieu de l'an dernier, le gouvernement du Canada a déposé six rapports qui traitent de divers aspects de ces négociations commerciales. Nous avons eu de longues discussions avec les provinces et avec le secteur privé par l'intermédiaire du Comité consultatif sur le commerce extérieur et des groupes consultatifs de l'industrie sur le commerce extérieur. J'aurai d'autres choses à dire à mon collègue et aux autres membres du comité demain. Ils pourront bénéficier de séances d'information confidentielles, et j'insiste sur le mot «confidentielles» parce que c'est aussi sous le sceau de la confidentialité que les Américains et les Mexicains ont obtenu des renseignements de leurs gouvernements.